LES ARTICLES PLUS LUS SUR LE WEB

1. Réchauffement climatique : ces études qui inquiètent
2. Comment BlackRock veut museler Elon Musk
3. Prélèvement à la source : ce qui va vraiment changer pour la trésorerie des ménages
4. L'Argentine se prépare à vivre une nouvelle crise
5. Les banques grecques encore loin d'un retour à la normale

opinions

LE MEILLEUR DU **CERCLE DES ÉCHOS**

Et si Trump faisait chuter le dollar ?

Le dollar américain, dont la valeur atteint des sommets, risque de s'affaiblir sous l'effet des politiques protectionnistes de Donald Trump, estime Benjamin Cohen, professeur d'économie politique internationale à l'université de Californie.

RECORD *« Après avoir gagné plus de 8 % depuis le début de l'année, la valeur du dollar approche des sommets inégalés depuis plus d'une décennie et les indicateurs du marché pointent vers une appréciation supplémentaire au cours des prochains mois. A première vue, cela semble aller dans le sens du président américain Donald Trump, qui est arrivé au pouvoir en promettant de "redonner sa grandeur à l'Amérique". »*

TAUX DIRECTEUR *« La responsabilité de Donald Trump dans l'appréciation du dollar n'est pas du tout évidente.* [...] *La plupart des économistes compétents attribueraient l'appréciation du dollar à la hausse des taux d'intérêt. Dans un effort pour juguler l'inflation, la Réserve fédérale américaine a déjà augmenté son taux directeur deux fois cette année. »*

ALTERNATIVES *« Les politiques belligérantes de Trump mettent cette position privilégiée à risque. Sa promesse protectionniste de mettre "l'Amérique en premier" a des relents de nationalisme xénophobe et son utilisation des tarifs douaniers comme instrument d'intimidation l'éloigne aussi bien de ses amis que de ses ennemis. Plus il maintient ces politiques, plus il est probable que les marchés se déplaceront progressivement vers des alternatives au dollar. Finalement, le dollar s'affaiblirait lentement et le privilège exorbitant de l'Amérique ainsi que son influence mondiale s'évaporeraient. »*

A lire en intégralité sur Le Cercle, l'espace opinions des Echos.fr
lesechos.fr//idees-debats/cercle

DANS LA **PRESSE ÉTRANGÈRE**

Silicon Valley : le début de l'exode

The Economist

● La Silicon Valley ? *« C'est comme Florence à la Renaissance. »* Ce bout de terre, situé entre San José et San Francisco, a attiré depuis quatre-vingts ans presque toutes les start-up de la high-tech qui sont parfois devenus ensuite des géants. Au point que la région de la baie de San Francisco pourrait être classée économiquement au 19e rang mondial. Rien dans le monde ne peut parvenir à rivaliser. *« Plus qu'un lieu, c'est une idée »*, écrit « The Economist ». Mais elle pourrait bien avoir atteint son apogée. L'hebdomadaire décèle plusieurs signes que *« quelque chose est en train de changer »*. L'année dernière les départs d'Américains de la région ont été plus nombreux que les arrivées. Et cela pour plusieurs raisons dont la principale est le coût de la vie, parmi les plus élevés dans le monde. Mais il y a aussi les conditions qui se sont détériorées, notamment avec des encombrements massifs et l'accroissement des inégalités. Du coup, d'autres centres sont en train d'en profiter comme Miami-Fort Lauderdale, devenue la première région pour l'activité des start-up. En outre, l'accès aux marchés financiers pour les jeunes pousses est beaucoup plus aisé sans oublier qu'il est de plus facile de travailler de n'importe où grâce aux technologies mobiles. Pourtant, il y a le revers de la médaille : l'affaiblissement de l'innovation. Et « The Economist » rappelle que les politiques anti-immigrés de Trump contribuent à ce dernier phénomène : le quart des entreprises sont créées par des étrangers aux Etats-Unis. Il est vraisemblable que le déclin relatif de la Silicon Valley pourrait signaler qu'innover est devenu plus difficile. Reste que la « vallée du silicium » ne peut pas être clonée et restera unique. — ***J. H.-R.***

LE LIVRE DU JOUR

Rencontres avec le passé

LE PROPOS Jean-Marc Sylvestre a passé sa vie à interviewer des patrons, des syndicalistes, des hommes politiques. Avec « Les Grands Entretiens de l'histoire », il passe à la vitesse supérieure. Il lui faut de l'icône, du grandiose. Ainsi s'est-il demandé ce que *« les grands personnages de l'histoire penseraient de la situation actuelle »*. Il se téléporte pour poser ses questions à Cléopâtre, Marie-Antoinette, Napoléon III, Mozart, Coco Chanel, le général de Gaulle, George Washington... Frédéric Bastiat est également « interrogé », Sylvestre ne pouvait pas faire l'impasse sur sa propre réputation de « libéral ». Bastiat est bougon d'avoir été à ce point effacé de la mémoire économique française. Tout juste a-t-il eu droit à un buste à Mugron, son village landais natal. L'auteur de « Pétition des fabricants de chandelles » trouve que la France reste championne du monde par son nombre de donneurs de leçons et déplore le manque d'esprit critique. On ne saurait lui donner tort. Napoléon III est rebaptisé en Macron de l'époque. Il établit son propre bilan : *« J'ai laissé le pays dans un état de richesse qu'il n'avait jamais atteint. »* Paris, c'est lui : *« En vingt ans de pouvoir, la France a rattrapé le niveau économique de la Grande-Bretagne. Le chemin de fer, les gares, la construction de Paris avec mon ami Haussmann le préfet. Même le métro avait été programmé. Regardez bien le plan d'urbanisme de Paris, il n'a pas changé. »*

« Les Grands Entretiens de l'histoire »
par Jean-Marc Sylvestre, Editions Saint-Simon, 240 pages. 17,50 euros.

LA CITATION Ecoutez Colbert parler de la célèbre épistolière : *« Madame de Sévigné m'appelait "le Nord", craignant "la glace qui l'attendait" juste avant d'entrer en audience avec moi. »* Cela donne envie de relire la Marquise.
— ***Sabine Delanglade***

Le 28 août, le Premier ministre de Hongrie, Viktor Orbán, était à Milan pour rencontrer le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini.

Marco Bertorello/AFP

Comment organiser la lutte contre le populisme

Il est légitime de s'opposer à Matteo Salvino et Viktor Orban. Mais pour combattre les populismes, d'extrême droite comme d'extrême gauche, la clarté des actions doit être en cohérence avec la fermeté des propos.

LE REGARD **SUR LE MONDE** de **Dominique Moïsi**

En cette rentrée 2018, à moins d'un an de l'échéance électorale des Européennes, « populistes » et « progressistes » fourbissent leurs armes, affinent leurs arguments et consolident leurs alliances. Viktor Orban était en Italie pour rencontrer le leader de l'extrême droite Matteo Salvini, Emmanuel Macron s'est rendu au Danemark et en Finlande.

La lutte contre les populismes, qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche, sera dure et difficile : toutes les bonnes volontés doivent être réunies, toutes les idées mobilisatrices recherchées. Ce qui devrait être clair, c'est que cette lutte doit s'organiser autour de cinq mots-clefs : ceux de lucidité, de justice, d'unité, de clarté, enfin et surtout de courage.

Tout commence par la lucidité. Rien ne sera possible dans la lutte contre les populismes si les élites – qui sont soucieuses du respect de la démocratie et de l'état de droit – ne prennent pas pleinement conscience de l'intensité de la colère, de la peur et du désespoir qui anime des populations toujours plus nombreuses depuis la crise financière et économique de 2008, et ceci des deux côtés de l'Atlantique. Le mal n'ayant pas été traité à ses racines, il s'est métastasé comme peut le faire un cancer au fil des années. Il faut une décennie pour qu'un problème non résolu produise ses effets les plus négatifs. 2008-2018 : le compte y est. *« Ils n'ont rien appris, ni rien oublié »*, disait Talleyrand des émigrés de Coblence de retour en France après la fin de la Révolution et de l'Empire. En remplaçant le mot *« oublié »* par celui de *« compris »* la formule pourrait-elle s'appliquer aujourd'hui à certains dirigeants financiers, économiques, sinon politiques qui par leur aveuglement continuent de faire le lit des populismes ? Mettre l'accent sur le travail est tout à la fois noble et légitime, mais si cette priorité semble se faire au détriment de la quête d'équilibre et plus encore de justice au sein de la société, elle devient contre-productive. A l'heure de la mondialisation et de la transparence, les classes moyennes n'ignorent plus rien du mode de vie et des revenus des plus riches.

La montée des inégalités, lorsqu'elle rencontre celle de la corruption devient de son côté un cocktail destructeur auquel aucun pays – pas même un membre fondateur du projet européen comme l'Italie – ne saurait résister. Aux Etats-Unis, l'explosion des inégalités – bien plus spectaculaire encore qu'en Europe – a largement contribué à conduire Donald Trump à la Maison-Blanche.

> La montée des inégalités, lorsqu'elle rencontre la corruption, devient un cocktail destructeur auquel aucun pays – pas même un membre fondateur du projet européen comme l'Italie – ne saurait résister.

Au-delà de l'exigence de lucidité et de justice, il existe un besoin d'unité. En 2000, la secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright, entendait créer autour de l'Amérique une « Alliance des démocraties » qui puisse, en quelque sorte, institutionnaliser et consolider le nouvel équilibre du monde, né de la chute du Mur de Berlin, de l'effondrement de l'URSS et des retrouvailles de l'Europe avec son histoire et sa géographie. En 2018, face à la montée des autoritarismes et des démocraties illibérales, les démocraties libérales classiques, désormais sur la défensive, doivent resserrer les liens qui existent entre elles, autour de la défense de leurs valeurs communes.

N'existe-t-il pas déjà, de facto, au sein du G7 comme un « Club des Quatre » constitué de la France, de l'Allemagne, du Canada et du Japon, autrement dit tous ceux qui, en dépit de leurs faiblesses respectives, continuent de garder le cap face aux dérives de ces deux autres membres que sont les Etats-Unis et l'Italie ? La face humaine de l'Amérique du Nord, le Canada, l'Occident asiatique, le Japon, rejoignant ainsi les deux derniers grands de l'Union alors que la Grande-Bretagne est exclusivement obsédée d'elle-même depuis le Brexit. Prendre conscience de cette unité et en tirer des enseignements éthiques et politiques est nécessaire, au plan européen, comme au plan mondial. Face aux populismes, il existe aussi une exigence de clarté pédagogique, d'autant plus indispensable qu'elle succède à des années de flou démagogique. *« L'histoire ne nous apprend rien, car elle contient tout, si ce n'est qu'il ne faut pas envahir la Russie à la fin de l'été »*, écrivait avec ironie et cynisme l'historien britannique A.J.P. Taylor. Pourtant il existe des analogies troublantes entre les années 1930 et le temps présent. La libération de la parole, qui ouvre la voie à celle de l'action haineuse, est à l'œuvre.

Qui aurait prédit que plus de soixante-quinze ans après l'effondrement du fascisme, il y aurait au pouvoir en Italie des élus du peuple qui s'exprimeraient sur un ton et parfois dans des termes si proches de ceux de Mussolini ? En Allemagne, et bien sûr plus encore à l'Est – la partie la moins vaccinée du pays contre le retour des démons du passé –, on vient d'assister à des scènes troublantes de lynchages en pleine rue contre des étrangers. En Suède, une extrême droite qui n'hésite plus à dire *« qu'il n'est pas possible d'être Juif et Suédois à la fois »*, s'apprête à réaliser un bon, sinon un très bon score, aux prochaines élections.

Mais le mot-clef déterminant est celui de courage. C'est lui qui conditionne l'efficacité de tous les autres. Le courage passe par la conviction que, sur le long terme, il est moins dangereux de perdre les élections que de perdre son âme, dans des alliances ou des silences douteux. Il est des valeurs avec lesquelles on ne transige pas. Se poser en opposant principal de Viktor Orban et Matteo Salvini, comme Emmanuel Macron vient de le faire, est légitime. Cela implique bien sûr que la clarté des actions soit en cohérence avec la fermeté des propos. Sur la question des migrants, rien n'est pire que l'ambiguïté et les demi-mesures. A vouloir satisfaire toutes les parties, on perd sur les deux tableaux.

Dominique Moïsi est conseiller spécial à l'Institut Montaigne.